

Bpifrance export
S'attaque
au millefeuille
des aides

Singapour

Un hub pour l'Asie



ORCHID LINK

VOTRE PARTENAIRE PRIVILÉGIÉ À SINGAPOUR

Contrôle & Conseil

Contrôle financier, contrôle de gestion ou direction financière,
Conseil stratégique et conseil opérationnel,
Audit d'acquisition & audit interne,
Problématiques fiscales et optimisation.

Fiscalité & Comptabilité

Tenue des comptes,
Reporting et rapports de gestion,
Suivi du dossier fiscal et TVA,
Gestion de la paie,
Secrétariat juridique.

Implantation & Création de société

Sélection de la structure adaptée,
Procédure d'enregistrement
de la structure,
Demande de permis de travail,
Conseils précieux au démarrage.

Centre d'affaires & Espace d'accueil

Bureau Open Space en centre ville,
court ou moyen terme,
Domiciliation et hébergement,
Appui logistique et administratif,
Salle de réunion, Wi-Fi très haut-débit.

Notre cabinet de conseil opère depuis 1997 à Singapour et a assisté de nombreuses entreprises et entrepreneurs français lors de leur implantation et de leur développement. Nous accompagnons nos clients dans leur mise en place ainsi que dans leur gestion et leur croissance en offrant du conseil, du support administratif, fiscal et comptable et du contrôle de gestion et contrôle financier externalisé.

Contactez Stéphane Benoist ou Gaëlle Anda-Mba au +65 63527714 pour plus d'information ou via notre site web: www.orchid-link.com



Orchid
Link
Compliance • Advisory

Le nouveau site du MOCI

1/ Modèles de document

Retrouvez dans la rubrique « Services » des pôles « Pays & marchés » ; « Entreprises & secteurs » et « Transports & logistique » les Modèles de documents du Moci.

Bill of lading, lettre de crédit standby, facture proforma, licence d'exportation, autant de documents qui vous aident dans vos démarches pour exporter ou pour comprendre les règles du commerce international. Vous pouvez télécharger en PDF le modèle de document de votre choix. Une explication accompagne chaque document.

2/ Etudes et Rapports

Dans la rubrique « Datas » de chaque pôle, vous retrouverez dans « Etudes et rapports » l'ensemble des articles d'actualité de la rédaction portant sur la parution d'un rapport ou d'une étude sur une thématique particulière.

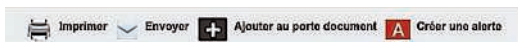
Vous recherchez une étude sur les voyages d'affaires, sur l'expatriation, les foires et salons ou bien des informations sur le rapport Galloix, il vous suffit de consulter cette rubrique. Vous pourrez trier les études et rapports en fonction de votre secteur et pays d'intérêt.

3/ Le Porte documents

Cet outil vous permet de sauvegarder et d'organiser tous vos documents sur lemoci.com.



Son utilisation est simple, il vous suffit de nommer votre dossier et ensuite d'y glisser les articles et dossiers qui vous ont intéressés. Pour mettre un article dans votre dossier, vous devez cliquer sur le bouton « Ajouter au porte document » se situant en haut de chaque article (voir image ci-dessous).



4/ La Lettre Confidentielle

Lettre envoyée tous les jeudis avec des infos réservées, exclusives et croustillantes dans les arcanes du commerce international.

Son prix : 150,00 euros H.T. soit 179,40 euros TTC

Pour s'abonner à la *Lettre confidentielle du moci* se rendre sur <http://www.lemoci.com/29-abonnements.htm>

UE / Chine (1) : Bruxelles et Washington négocient avec Pékin des quotas dans le solaire

Plutôt qu'une guerre commerciale, Washington et Bruxelles optent pour une solution négociée avec Pékin. Si rien n'est encore officiel, la stratégie serait - de source américaine - en train de prendre forme. L'objectif est de convaincre la Chine de limiter la vente de panneaux solaires sur les marchés américains et européens... (suite sur www.lemoci.com)

UE / Chine (2) : la guerre commerciale couvre toujours dans les télécommunications

Si des solutions de négociation semblent possibles dans les panneaux solaires (voir UE / Chine (1)), le climat reste tendu entre l'Union européenne et la Chine à propos des télécommunications. L'annonce par la Commission, le 15 mai dernier, d'une possible enquête antidumping et antisubventions... (suite sur www.lemoci.com)

CCEF (1) : les conseillers d'Afrique veulent mettre le cap à l'Est du continent

C'était une première : réunir ensemble des Conseillers du commerce extérieur de la France (CCEF) – 95 au total – opérant en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne pendant deux jours, les 16 et 17 mai à Casablanca au Maroc.

Une réunion à huis clos dont un participant a retenu plus particulièrement « l'avertissement » et « l'invitation » faites par le président de la Commission Afrique et Océan indien, Jean-Marc Brault de Bournonville... (suite sur www.lemoci.com)

Régions : Alain Rousset, invité surprise du lancement de bpiFrance export

« Je suis très heureux d'être là pour représenter les Régions à cette conférence de presse », « c'est pas banal, c'est un signe nouveau ». Alain Rousset, président de l'Association des Régions de France (ARF) et président du Comité national d'orientation de bpiFrance, ne cachait pas son agréable surprise d'avoir été ainsi convié à la dernière minute, à l'initiative de Nicole Bricq, à intervenir à la conférence de presse de lancement de bpiFrance export organisé à l'hôtel des ministres à Bercy le 22 mai... (suite sur www.lemoci.com)

POUR CONTACTER
LA RÉDACTION
01 53 80 74 00

MOCI HOTLINE
0899 463 462

POUR VOUS ABONNER
France : 01 53 80 74 40
Étranger : +33 (0) 1 53 80 74 40
abonnement@lemoci.com
Toutes nos offres p. 35

POUR JOINDRE
LE SERVICE
PUBLICITÉ
+33 (0)1 49 70 12 07

Bpifrance export

s'attaque au millefeuille des aides

Disparition des doublons entre Oséo et Coface, création d'un seul « prêt de développement export », standardisation de la documentation réclamée aux entreprises (en particulier pour les crédits acheteurs et fournisseurs de moins de 15 millions d'euros), simplification à terme des procédures et des dispositifs, création d'un catalogue commun de produits, mise en place d'un comité d'utilisateurs... Si ce n'est pas encore la fin du millefeuille des aides à l'export, le « choc » de simplification est notoire, surtout lorsqu'on se souvient des querelles de chapelles qui prévalaient jusque-là.

« Nous voulons démocratiser l'accès à ces dispositifs » a martelé Pierre Moscovici, ministre de l'Économie et des finances, lors de la conférence de presse de lancement du « label » bpifrance export organisée le 22 mai à Bercy. « 40 % des entreprises jugeaient l'offre confuse et illisible » a justifié de son côté Nicole Bricq, en citant les résultats de l'étude menée par l'Inspection générale des finances (IGF) l'hiver dernier.

Une refonte des aides d'État

C'est ce rapport de l'IGF qui a inspiré la refonte des aides d'État sous l'ombrelle de bpifrance export. Dans le détail, la répartition des tâches entre l'ancienne Oséo –aujourd'hui bpifrance- et Coface a ainsi été drastiquement clarifiée : à Coface les aides à la prospection, la sécurisation des contrats d'exportation (assurance-crédit) et les garanties de cautions et de préfinancement ; à bpifrance le financement des besoins en fonds de roulement via le nouveau prêt pour le développement export.

Le seul domaine sur lequel les deux institutions interviendront avec des offres complémentaires concerne les aides aux investissements à l'étranger : assurance investissement de Coface (contre les risques politiques) et garantie de projet pour bpifrance (qui couvre les fonds pro-

pres apportés par la maison-mère à sa filiale dans les pays hors de l'UE).

Le catalogue « labellisé » bpifrance export est, pour le moment, matérialisé par une petite plaquette de présentation de quatre pages, aux couleurs de bpifrance export mais qui affiche, malgré tout, les logos d'Ubifrance et de Coface*. Les dirigeants des différentes institutions – Nicolas Dufourcq (bpifrance), Jean-Marc Pillu (Coface) et Christophe Lecourtier (Ubifrance) – étaient présents au grand complet aux côtés des ministres pour garantir qu'ils en assureraient la promotion intégrale auprès des entreprises. « Bpifrance est une banque de démarchage, les collaborateurs vont voir les entreprises, a expliqué Nicolas Dufourcq. Ce que l'on va faire désormais, c'est toujours inclure la dimension internationale dans notre offre ».

A été confirmé le renfort des chargés d'affaires d'Ubifrance – 24 en 2013, 40 début 2014 –, chargés de proposer un accompagnement personnalisé aux PME, et de 15 « développeurs » de Coface, qui seront physiquement dans les bpi régionales et devront opérer en bonne entente avec les agents de Bpifrance. Tout ce monde devra, à terme, être capable de proposer aux entreprises, en fonction de leurs besoins, tout le catalogue labellisé bpifrance export.

Christine Gilguy

Du neuf

qui vont booster

Quatorze mesures concrètes visant à améliorer l'offre de soutiens publics destinés aux exportateurs ont été détaillées le 22 mai, lors de la conférence de presse de lancement de bpifrance export *. Elles concernent tout à la fois la simplification de l'offre, l'amélioration des produits que le renforcement de leur distribution aux PME. Certaines, que la *Lettre confidentielle* avaient annoncées, sont déjà en cours de mise en oeuvre (comme les renforts d'Ubifrance et Coface), d'autres sont nouvelles doivent être mise en oeuvre dans les prochaines semaines et mois. Leur mise en place est en cours ou prévue dans le courant de l'année. Les voici, dans le détail.

La simplification de l'offre

1 Une procédure dématérialisée commune aux différentes procédures de soutien sera mise en place, incluant la documentation, pour permettre aux entreprises de ne fournir qu'une seule fois les documents de base nécessaires à l'instruction de leur dossier de demande. Annoncée pour le quatrième trimestre 2013.

2 Coface devient l'unique "guichet" pour la gestion des dispositifs de garantie de cautions et garanties de préfinancements. Dès le deuxième trimestre 2013.

3 Création d'un prêt unique, le "prêt de développement export", dont le guichet est bpifrance. Il remplace les anciens "prêt pour l'export", "contrat de développement international" et "contrat de développe-

en 14 points

les soutiens aux PME pour 2013

ment participatif "d'Oséo. Ce prêt sera d'un montant entre 30 000 et 3 millions d'euros et sera accordé, pour les montants supérieurs à 150 000 euros, en complément de prêts bancaires. Au-delà d'un millions d'euros, le bénéficiaire se verra proposé automatiquement un accompagnement personnalisé. Mesure annoncée pour le 3ème trimestre 2013.

4 Coface devra accélérer l'octroi de la garantie de crédit documentaire avec

pour objectif cible un délai de 48 H. Pour cela, elle doit assouplir la gestion de cette garantie en constituant un réseau avec les banques étrangères fréquemment utilisées par les PME et ETI dans les principaux pays de destination des exportations françaises. Mesure annoncée pour le deuxième trimestre 2013.

L'amélioration des produits

5 Faciliter l'accès aux crédits fournisseurs pour les PME et ETI : Coface pourra garantir

à 100 % les créances fournisseurs des PME et ETI dont le chiffre d'affaires est compris entre 75 et 150 millions d'euros afin de leur permettre d'escompter ces créances auprès de leurs banques. Mesure annoncée pour le troisième trimestre.

6 Faciliter l'utilisation des cautions et des préfinancements export garantis par Coface :

pour cela, une police d'assurance unifiée est créée par exportateur, sur laquelle Coface autorisera les banques à imputer des crédits de préfinancements pour les contrats à l'exportation, comme cela existe déjà pour les cautions. Mesure annoncée pour le 3ème trimestre 2013.

7 Améliorer la couverture du risque de change de Coface :

la garantie de change sera étendue à une enveloppe de flux, et non pas opération par opération. Mesure qui doit être préalablement approuvée par l'Union européenne. Annoncée pour le 4ème trimestre 2013.

8 Soutenir la création de fonds d'investissement dédiés à l'internationalisation

des entreprises par le biais d'un appel à projet "label Export" doté de 150 millions d'euros au titre de FSI France Investissement 2020. En cours (deux Fonds seraient sur le point d'obtenir cet agrément).

Le renforcement de la distribution sous le label « bpiFrance export »

9 Création d'un catalogue commun à bpiFrance, Coface et Ubifrance.

Mesure en cours. Précisions que document de quatre pages distribué le 22 mai présente cette nouvelle offre autour des trois types de besoins identifiés chez les PME et ETI : prospection (accompagnement d'Ubifrance + assurance-prospection Coface) ; financement du développement international (bpiFrance) ; sécurisation des contrats d'exportation (assurance-crédit et assurance change de Coface) ; soutien à l'investissement à l'étranger (accompagnement d'Ubifrance + Assurance investissement Coface + Garanties de projets l'international de bpiFrance).

10 Les directions régionales de bpiFrance distribueront ces soutiens financiers.

En cours.

11 Déploiement des chargés d'affaires d'Ubifrance (24 en 2013, 40 fin 2013-début

2014) dans les directions régionales pour assurer un accompagnement dans la durée à 1000 PME et ETI de croissance qui se verront proposer un "plan de développement international". En cours.

12 Les développeurs de Coface seront localisés dans les directions régionales de bpiFrance (15 confirmés).

Mesure annoncée pour le 3e trimestre 2013.

13 Mise en place d'outils de partage d'informations entre bpiFrance, Coface et Ubifrance

grâce à la création d'une plateforme informatique. Mesure annoncée pour 2014.

14 Valorisation des accords de commercialisation des produits publics par les "réseaux privés".

Le texte du dossier de presse précise : « il s'agit d'appliquer le principe de subsidiarité avec le secteur privé, tant pour les produits (partage des risques et des financements) que pour leur distribution (appui sur les réseaux des banques et des assureurs). » Mesure annoncée pour le 3e trimestre 2013.

C. G.

EN SAVOIR PLUS

Le site de bpiFrance est en cours de développement mais propose d'ores et déjà des contenus : www.bpiFrance.fr



Retrouvez le sommaire du magazine p. 6.

SOMMAIRE

MODE D'EMPLOI

- 3 • Le nouveau site du MOCI

PLANÈTE

- 4 • Événement
Bpifrance export s'attaque au millefeuille des aides
- Revue de sens
 - Tableau de bord du commerce international
 - The good ideas

PAYS & MARCHÉS

Foires & salons

- 32 Baromètre « Moci/Promosalons »

Japon

- 33 Agenda

Pays

- 36 Dossier Inde

Les marques étrangères

profitent de l'ouverture du commerce de détail

Appels d'offres & projets

- 40 Appels d'offres, projets industriels

CARRIÈRES & FORMATION

- 44 **Fiche mobilité internationale n° 6**

Conjoint expatrié : les bonnes questions à se poser

FINANCE

- 45 Tableau de bord change DTFX

JURIDIQUE, DOUANE & FISCALITÉ

Réglementation

- 46 Brèves réglementaires

Planète

Le moral des ménages européens montre des signes d'amélioration

EN COUVERTURE

- 12 **SINGAPOUR**
Un hub pour l'Asie

- 14 **Trois questions à**
Jacky Deromédi, présidente de la section Singapour des Conseillers du Commerce extérieur de la France (CCEF).

- 18 **Secteurs porteurs**
- Gastronomie : pour séduire les consommateurs et les touristes
 - Arts de la table : pour mieux vivre
 - Agro-alimentaire : la carte

des vins et produits gourmets

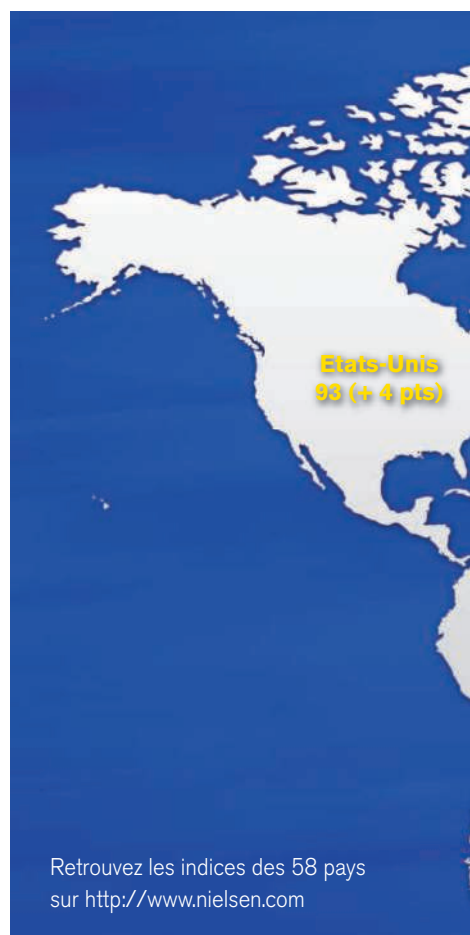
- Tourisme médical : demandez la qualité et l'expertise
- Cosmétiques : soigner son entrée sur le marché du halal
- Transports Urbains : miser sur la qualité
- Construction navale : livrer des sous-marins et des drones

- 24 **Réglementation**

Ce qu'il faut savoir pour rayonner dans l'Asean à partir de Singapour

- 28 **Pratique**

Le planisphère du niveau



LE MOCI

ÉDITEUR Sedec SA

11 rue de Milan - 75 009 Paris - France
Téléphone : +33 (0) 1 53 80 74 00
www.lemoci.com

Directeur de la publication
Vincent Lalu

RÉDACTION

Rédactrice en chef :
Christine Gilguy (31)
Grand reporter : François Pargny (23)
Ont collaboré à ce numéro :
Venice Affre, Carole Chomat, Bernard Parent
Maquette : Delphine Miot, rédactrice graphiste (37)

Pour joindre votre correspondant par téléphone, composez le +33 (0) 1 53 80 74 suivi des deux derniers chiffres du poste.

PUBLICITÉ

Directeur Commercial :
Philippe Chebanec (10)
Antenne régionale sud :

Karine Rosset (+33 (0) 4 26 84 57 87)
Assistante commerciale
et responsable technique :
Cindy Renaud (14)
Fax de la publicité :
+33 (0) 1 49 70 12 69

MOCI EVENEMENTS

Chef de projet pôle Événement :
Benoît de Montmarin
(+33 (0) 1 49 70 12 73)

GESTION, ADMINISTRATION

Directrice générale adjointe :
Delphine Chêne
Directeur délégué :
Pierre Bessière (01)

Directrice de la diffusion et du Web
marketing : Valérie Bardon

Responsable abonnement :
Vanessa Corseaux
(+33 (0) 1 53 80 74 40)

Directeur de la fabrication :

Robin Loison
Webmaster : Pierre Lalu
Comptabilité, gestion :

Éveline Montecot (08), Valérie Perrin
Conception graphique : amarena

Impression

Imprimerie de Champagne
Rue de l'Etoile de Langres
ZI Les Franchises - 52200 Langres

Commission paritaire.
Publication n° 0916 T 81051
ISSN : 0026-9719. Dépôt légal à parution

L'adresse électronique des
collaborateurs permanents est :
prenom.nom@lemoci.com
Copyright : toute reproduction, même
partielle, des textes et documents parus
dans le présent numéro est soumise à
l'autorisation préalable de la rédaction
Magazine bimensuel.
Photo de couv. : leungchopan-Fotolia.fr

Abonnement 1 an (24 numéros +
Lettre confidentielle + accès web limité)
280 euros HT (307,13 euros TTC).
Abonnement : abonnement@lemoci.com
Tarif étranger : nous consulter

En Europe, le niveau de confiance des consommateurs a progressé dans 18 pays sur 29 au 1er trimestre 2013, alors que fin 2012 il diminuait dans 20 pays européens, selon l'enquête de Nielsen, expert mondial en informations marketing et consommateur.

Menée du 18 février au 9 mars 2013, l'enquête en ligne de Nielsen sur le moral des consommateurs mesure la confiance, les préoccupations majeures et les habitudes de consommation de 29 000 internautes dans 58 pays.

Au premier trimestre 2013, en Europe, les plus fortes progressions sont notées au Danemark et en Finlande qui affichent +7 points par rapport au quatrième trimestre 2012, pour des indices respectifs de 96 et 76. Une hausse de 5 points est observée en République tchèque (67), en Slovaquie (62), et en Hongrie (42). Avec un indice de 105 et une progression de 3 points, la Norvège reste le seul pays du vieux continent franchissant la barre des 100 points, un seuil atteint par la Suisse (+ 5 pts) ce trimestre. L'Hexagone pour sa part affiche un indice de 54 en hausse de 2 points. La moyenne européenne reste stable avec un indice de 71, lequel est nettement en dessous du niveau de 100 indiquant un optimisme moyen.

À l'échelle mondiale, l'Europe détient 15 des 16 pays avec le moral le plus faible, la Corée du Sud (51) complétant la liste. Le Portugal affiche la plus forte chute en Europe (-5 points) et avec un indice de 33, détient le score le plus faible. La Grèce (40), l'Italie (44) et l'Espagne (46) occupent également le bas du classement.

Hors Europe, l'Amérique du Nord (94) affiche la plus forte progression avec +4 points, suivie de l'Asie-Pacifique (103) qui progresse de 2 points. À l'inverse, l'Amérique latine (94) baisse de 2 points au même titre que l'Afrique et le Moyen-Orient *ex aequo* avec un indice de 85 en chute de 11 points. Dans les économies clés, la confiance des consommateurs a augmenté de 4 points aux États-Unis (93), de 3 points en Allemagne (90) et de 14 points au Japon (73). En Chine, l'indice est stable (108) par rapport au quatrième trimestre 2012.

Hong Kong a enregistré la plus forte hausse (+23 points) pour un indice de 108. Quant à l'Égypte, elle a souffert du plus fort déclin, perdant 20 points pour un indice de 74. L'Indonésie a affiché le plus fort indice de confiance des consommateurs (122), talonnée par l'Inde (120) et les Philippines (118).

Venice Affre

de confiance des consommateurs dans 18 pays au 1er trimestre 2013



Source : Nielsen Consumer Confidence Index